



Coût d'impression : 30 cts



# Pieds du nez

N° 10 - ETE 2007  
Le journal qui n'est pas fait pour être lu

AARRG! AARRG!

DOSSIER

## SQUATS

### TYRANNOSAURUS



 CAPITALLEX

- Ecologies
- A la croisée des chemins : SEYDU
- La technologie et ses inconvénients
- Chronique de Jeanne Neri : "Sur l'articulation de l'institution éducative et de la politique"
- Le 6
- Les Tanneries
- Droit à la propriété
- Rubrique Autopsie d'un charognard
- Les médias décryptés par l'OBM



# ECOLOGIES

Il y eu tout d'abord l'écologie « de gauche » qui nous amusa beaucoup. Le retour à la terre, les fleurs des champs dans les cheveux, les enfants qui courent tout nus dans l'herbe, le feu de bois et bien sûr l'incontournable bougie. Poussé à la caricature, tout cela semblait très drôle, charmant pour certains, ridicule pour d'autres mais au fond ça n'avait pas d'importance. Il y avait bien ces discours vaguement alarmistes sur le nucléaire, le réchauffement climatique ou la pollution de l'eau mais on n'y comprenait pas grand chose et c'était trop ennuyeux; et puis il y avait tous ces hommes sérieux, ces experts qui disaient que ce n'était pas dangereux, qu'il fallait faire confiance à la science que tout s'arrangerait. Ils étaient si sûrs d'eux, il parlaient si bien, il disaient si joliment ce que l'on avait envie d'entendre que nous les crûmes bien volontiers.

Quand on commença à s'y intéresser, comme tous les sujets porteurs, l'écologie devint un business, avec ses magasins, ses parcs d'attraction, ses images publicitaires, ses représentants de commerce. Tout le monde aimait la nature, vendre de la nature devenait rentable, pourquoi se priver? On vendit des salades naturelles, des saucisses naturelles, des maisons naturelles, des quartiers naturels, des vacances naturelles.... C'était charmant; la même chose mais avec la conscience tranquille. Une grande maison, une belle voiture, un frigo plein mais avec pastille verte, garantie zéro problème moral. Consommer tranquillement, pro-

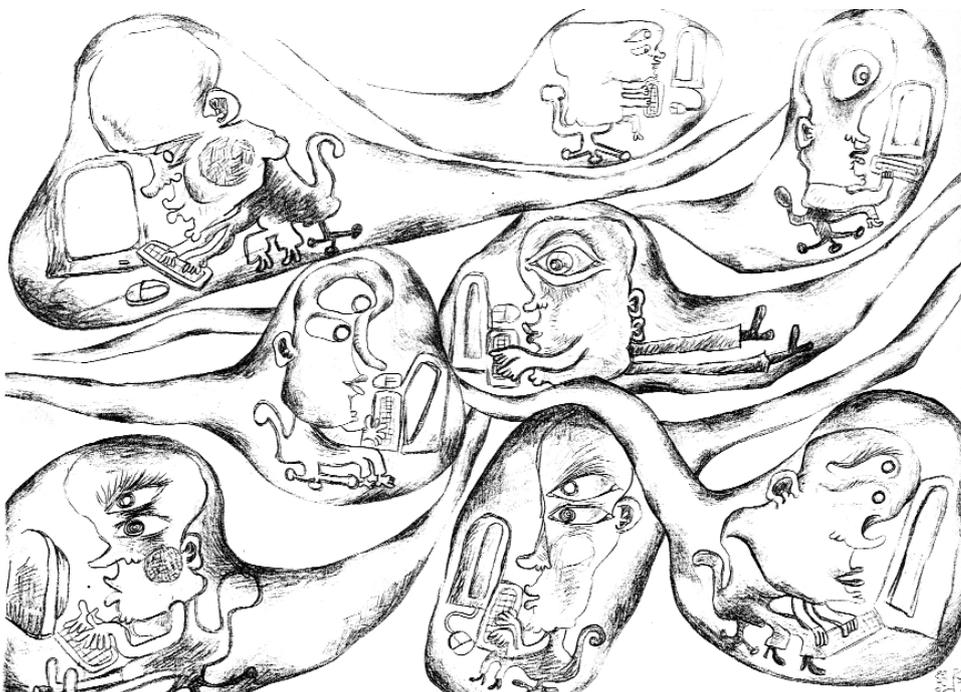
prement, en y mettant le prix. Ne changer que l'emballage, la surface, quelques détails sans importance : voilà ce que nous voulions et ce que nous a vendu l'écolo-business qui a si bien su nous plaire en flattant notre désir de bonne conscience et en satisfaisant nos appétits de consommateurs honteusement refoulés.

Mais il vient de naître, alléluia, une nouvelle écologie très prometteuse, nous venant de la droite qui ne risque pas beaucoup nous faire rire. L'écologie de droite propose une révolution dans ce domaine qu'il convient en effet de souligner. Remballer les fleurs, les jardins potagers et les soirées au feu de bois, l'écologie de droite, elle, est efficace, vous saurez apprécier. Pour elle une seule méthode s'impose : ce qui pollue doit coûter. Point. Le consommateur, responsable de ses achats, apprendra la modération en faisant ses comptes en fin de mois et quand il devra choisir entre manger et utiliser sa voiture il choisira de manger tout naturellement et laissera sa voiture au garage tout naturellement. Si sa voiture est indispensable au consommateur pour gagner l'argent nécessaire à l'achat de sa nourriture, l'écologiste de droite qui ne connaît pas ce genre de problème s'en moque éperdument. Les avantages d'un tel système sont si merveilleux qu'on s'étonne de ne pas y avoir pensé plus tôt. Celui-ci permet en effet aux riches, ceux qui amassent l'argent des stock options et tous leurs petits amis de ne rien changer de leurs habitudes

même si celles-ci risquent de leur coûter un peu plus cher (ils ont les moyens). La planète peut bien supporter quelques jets privés allant d'hôtel de luxe en hôtel de luxe. Seuls les plus pauvres devront renoncer à polluer par manque de moyen mais comme ils sont nombreux, l'effet final est garanti. Les bénéfices dégagés par les entreprises du fait de la hausse des prix viendront compenser la baisse des ventes et le tour est joué. Les consommateurs payeront très cher des objets dont le coût de production est très bas sous prétexte qu'ils polluent et les entreprises, qui en profitent pour licencier du fait de la baisse de leur activité empocheront le magot en promettant d'investir dans la fabrication de produits moins polluants.

Sans avoir jamais choisi le retour à la bougie, nombre de consommateurs parmi les moins fortunés seront ainsi contraints de recentrer leurs achats sur des produits de première nécessité sans que le système économique ait le moins du monde à pâtir de cette évolution. La société de consommation restera la société de consommation mais au lieu de se demander quelle voiture il achètera, l'homme moderne concentrera sa liberté de choix sur son système de chauffage, son assurance santé ou l'école pour ses enfants. Une fois basculés dans le secteur privé, ces services de première nécessité deviendront des produits commerciaux proposant soldes et bonnes affaires face auxquels les consommateurs astucieux devront se comporter en fin stratèges afin de cumuler les avantages au moindre coût. Le prestige, dans les classes moyennes ne s'obtiendra plus en fonction de la taille de sa voiture mais de l'école où l'on envoie ses enfants ou de la manière dont on a réussi à financer son dernier infarctus; pour les plus pauvres, l'organisation de la survie (re)deviendra la préoccupation principale. Cette charmante régression sociale sera sans doute bien emballée dans un joli cyberpackaging peu dispendieux en énergie qui permettra à chacun de rester convaincu de sa liberté de choix et de sa puissance consummatrice.

Une écologie de droite propose ainsi un monde parfait dans lequel les riches conserveront tous les attraits du confort moderne (polluant) dans un environnement sain et verdoyant tandis que les pauvres se verront de plus en plus contraints de réduire leur niveau de vie tout en continuant à habiter des





.../... quartiers pourris et malsains. L'écologie devient alors l'argument sans faille d'un retour à une société de castes confinante dans l'insalubrité et la privation une large partie de la population. Lorsqu'un Chirac parle d'écologie c'est de cette écologie qu'il fait la promotion, celle qui permet d'affirmer que comme la planète ne peut soutenir l'extension de la consommation occidentale à l'ensemble de l'humanité et qu'il semble impossible (ni même souhaitable) d'empêcher totalement certains secteurs des sociétés en développement d'améliorer leur quotidien, il va bien falloir que quelqu'un face un effort pour que les arrières petits enfants de ces messieurs dames puissent faire fructifier la fortune familiale dans un monde respirable et relativement sain.

Ainsi parmi ceux qui se sont bien amusés de l'écologie imaginée à gauche certains riront bien plus jaune de celle que leur promet la droite qui, contrairement à la première, ne leur sera pas proposée mais imposée. Faute d'avoir fait à temps les quelques efforts qui auraient permis de se diriger progressivement vers l'abandon du productivisme avec un réaménagement de l'espace social sur des critères beaucoup moins dispendieux en énergie, le prolétaire occidental moyen risque de se retrouver obligé d'assumer seul les conséquences des débordements actuels. Le bénéfice que certains parmi nous tirent de leur participation actuelle à une économie de marché libéralisée est sans commune mesure comparé aux difficultés qu'ils devront (ou leurs enfants) assumer dans l'avenir alors que le réchauffement climatique aura réduit les espaces habitables, que les ressources s'épuisent et que la population continue de croître d'un bout à l'autre de la planète.

Faute d'avoir tenté de se construire collectivement un avenir comme le proposait un certain nombre de ceux que l'on méprisait en rigolant, l'homme occidental moyen va devoir faire face à une situation tellement pro-

blématique qu'il préfère encore aujourd'hui s'enfoncer dans le déni en pensant que la misère du monde à venir pourra être maintenue par la force derrière une frontière.

En refusant depuis des années de voir la réalité en face, l'homme occidental noyé dans sa suffisance et berné par ses mythes de la technologie et du progrès a poussé le monde au bord du gouffre et cherche maintenant à sauver ce qui peut l'être encore; le niveau de vie du petit peuple n'en faisant sans doute pas partie. Sans se prendre pour madame Soleil ou Nostradamus, il est possible de lire dans les réformes actuelles et dans



les discours d'hommes politiques ou de dirigeants d'entreprises nouvellement éveillés aux questions environnementales un projet de société dont la durabilité tiendra essentiellement dans l'appauvrissement des plus pauvres. Les résidents des pays « en voie de développement! » seront (sont) à n'en pas douter les premiers concernés mais ils ne seront sans doute pas les seuls.

Peut-être est-il encore possible de se remuer un peu les méninges et d'ouvrir les yeux pour tenter d'amorcer ce grand virage qui nous évitera de nous jeter dans le mur à pleine vitesse tout en conservant un niveau de vie convenable et pourquoi pas meilleur que celui qui est le nôtre actuellement. Renoncer au matérialisme consumériste n'est pas un retour en arrière mais un projet de société révolutionnaire contrairement à l'écologisme de droite qui risque lui de nous ramener au dix-neuvième siècle télé et portable en plus bien évidemment.

La question qui se pose n'est pas tant de savoir si nous allons devoir modifier nos comportements de consommateur mais comment nous allons le faire et il nous reste sans doute là une certaine marge de manoeuvre. Soit nous construisons collectivement un projet de société tendant à réduire le gaspillage, la consommation de prestige, les déplacements uniquement justifiés par la réduction des coûts salariaux et parallèlement à favoriser le recyclage et la durabilité soit on ne le fait pas et chacun devra dans son coin trouver les moyens de faire face à la hausse des prix et à la dégradation de son environ-

nement et tant pis pour celui qui n'y parvient pas. Il est certain qu'un tel projet conduirait à des renoncements individuels, chacun l'a bien compris mais ceux-ci peuvent être avantageusement remplacés par des gains en terme de lien social, d'autonomie locale et bien sûr d'environnement, bref, en qualité de vie à l'échelle de la planète. Il ne faut pas oublier que l'activité qui pollue le moins est encore celle que l'on ne fait pas c'est pourquoi toute écologie digne de ce nom doit s'accompagner d'une vaste remise à plat du système de production au niveau mondial et de sa réorganisation en

réfléchissant à la manière de le rendre efficace c'est à dire capable de fournir le maximum de biens de première nécessité au moindre coût en énergie, en matière première et en travail humain. Une écologie de gauche, c'est à dire un projet d'avenir basé sur le partage des ressources et la gestion collective au bénéfice de tous s'impose donc comme une nécessité urgente face à une classe dominante de plus en plus mondialisée dont l'intérêt commun bien compris consiste à maintenir la majorité de l'humanité dans la misère afin de préserver un système qui leur assure non seulement un bien-être matériel inégalé mais aussi un pouvoir sans faille. La question écologique est donc contrairement à ce que certains (de droite évidemment) prétendent aujourd'hui une question politique majeure; ne pas s'en saisir risque de nous faire subir, à nous autres, petits occidentaux, le plus charmant retour en arrière que nous ayons connu depuis longtemps.

# A LA CROISEE DES CHEMINS : SEYDU

**J**e vais apporter une touche musique du monde à ce fanzine avec le musicien africain Seydu et sa musique cosmopolite. Ce compositeur, percussionniste et chanteur sierra-léonais, que El Mundo place au côté d'artistes africains tels que Salif Keita, Issa Bagayogo, Youssou n'Dour, Cesárea Évora, Ismael Lô et Alpha Blondy, a sorti en 2001 son album « Diamond Tears » (larmes de diamant), son 2<sup>e</sup> album solo. Ce dernier a été produit par le label Nub negra comme son premier album, « Freetown », qui date de 1999. « Diamond Tears » est un disque acoustique, produit par Lokua Kanza et au titre métaphorique ; c'est aussi un voyage musical qui, comme l'indique le site internet de Nub negra " nous fait découvrir l'ambiance musicale d'Afrique occidentale antérieure à celle qui se fait actuellement dans cette région" mais qui dénonce aussi « la tragédie de son peuple, victime de 10 ans de guerre civile dans les années 90, guerre financée par le commerce du diamant, ce dernier en étant la cause selon certains analystes ». ([www.afrol.com](http://www.afrol.com)).

Selon le site internet lacerca.com : "Seydu réalise une recherche sur la polyrythmie comme marque identitaire de la musique africaine. Pour cet auteur et interprète "La polyrythmie, que nous appelons aussi rythmes croisés, est ce qui caractérise la musique africaine. J'essaie de récupérer cette forme ancienne et de la mélanger avec l'harmonie européenne."

Il mélange l'Afro-beat, la soul, le jazz, la pop et la "Palm Wine Music" sur une base musicale de dusunguni, sanzas et kalimbas qui donnent forme à ce que Seydu définit comme "ethno-pop".

Je l'ai interviewé en Espagne le 12 mars 2003, avant son concert qui a clôturé le cycle de conférences "un autre monde est possible", organisé par l'Université de Castille la Manche et l'association SOLMON.

**AS : Peux-tu nous parler de ton parcours musical ?**

**SEYDU :** Je m'appelle Seydu, je suis sierra-léonais et je suis né à Freetown, la capitale de ce pays.

Cela fait quelque temps que j'habite en Espagne.

Je suis musicien, chanteur et percussionniste. J'ai travaillé avec des musiciens célèbres, dont beaucoup en Espagne, comme Kiko Veneno, Raimon Domador, Rosario Flores, Serrat, Alejandro Sanz, Juan Perro, Santiago Serrano.

La musique que je joue s'appelle la « palm wine music », la musique de vin de palme, avec des instruments que je construis à partir d'éléments poubelle que je recycle.

**AS : Combien de disques as-tu fait ?**

**SEYDU :** Il y en a 2 sur le marché. Le premier s'appelle Freetown, « la ville libre », le nom du lieu où je suis né. Le second, Diamond tears (larmes de diamant), est

l'histoire authentique de l'Afrique occidentale, ou du continent africain, où les diamants abondent, mais c'est ce qui est son grand malheur car les diamants ne servent qu'à luire comme des larmes sur le visage des gens. Il y a beaucoup de tristesse en ce qui concerne les diamants.

Ce soir, durant le concert, on va pouvoir écouter et voir ce qu'est la réalité de l'Afrique.

**AS : Toutes tes chansons sont sur l'Afrique ?**

**SEYDU :** Non, elles parlent du monde entier. J'ai voyagé dans le monde entier et je continue de voyager. Je parle de tous les êtres humains, car nous éprouvons tous les mêmes sentiments, nous vivons sous le même ciel qui nous protège, et nous devons tous manger et nous dormons et nous nous levons, c'est-à-dire que nous naissons et mourons. Toutes ces histoires parlent de la réalité de l'être humain.

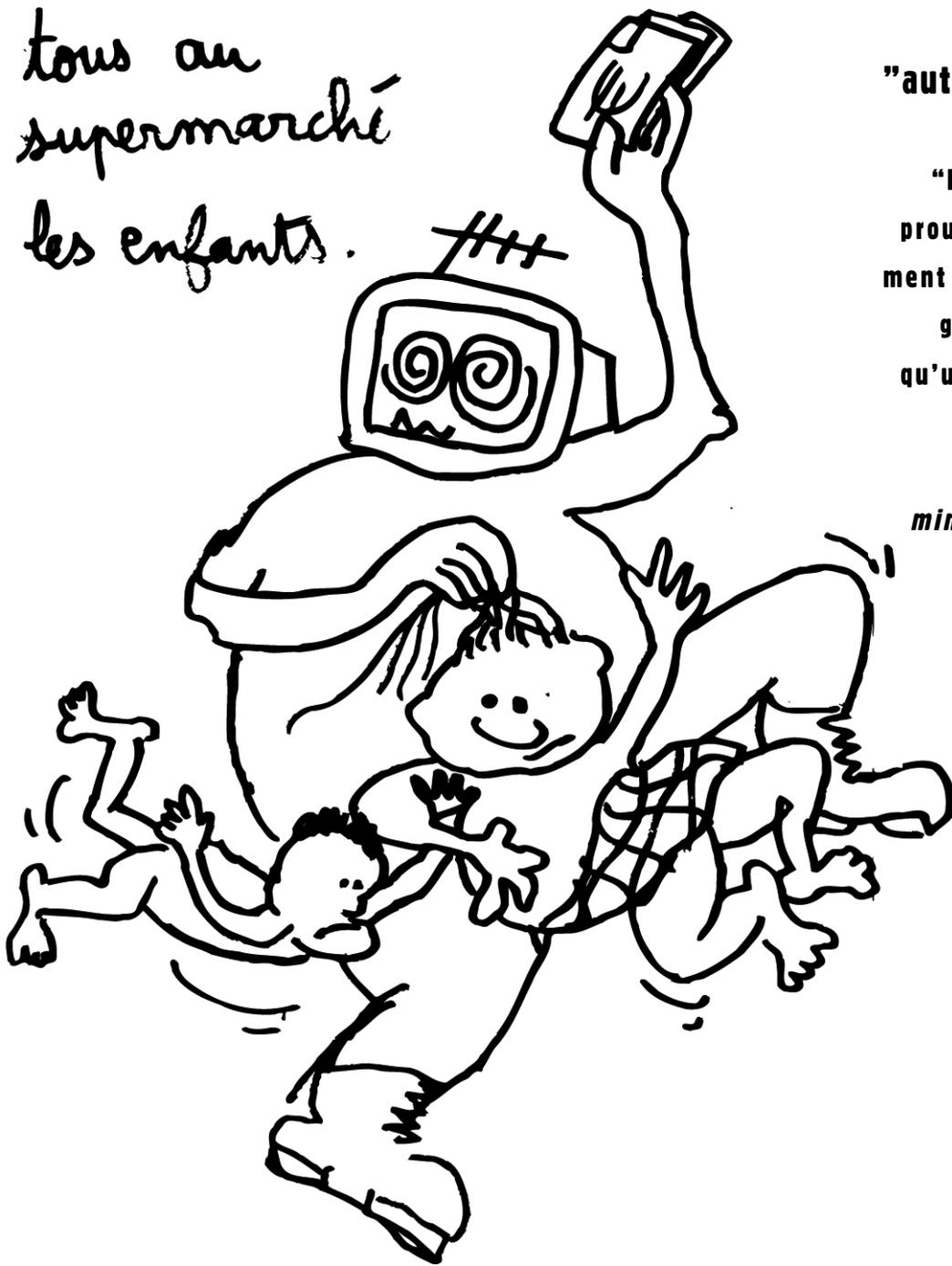
**AS : Depuis combien de temps fais-tu de la musique ?**

**SEYDU :** Depuis que j'ai 2 ans. Mon grand-père était un musicien célèbre au Sierra Léone, et ma mère aussi, et j'ai commencé à 3 ans et demi dans la National Dance Troup de Sierra Léone.

AS



tous au  
supermarché  
les enfants.



## Rubrique "autopsie d'un charognard"

"Il ne serait pas impossible de prouver, en le répétant suffisamment et en maîtrisant la psychologie des personnes concernées, qu'un carré est en fait un cercle"

*Joseph GOEBBELS,  
ministre de la propagande Nazie*

5

## La technologie et ses inconvénients.

Les progrès techniques ont été créés pour aider l'homme face à l'hostilité de la nature. Et par suite pour notre confort personnel. Cependant, les progrès profitent plus aux pays développés qu'au pays sous-développés. Certains s'enrichissent pendant que d'autres meurent de faim. La technique est la base des civilisations développées. En occident, elle participe à la paupérisation. De plus, elle contribue au chômage et à la précarité de l'emploi. Ce qui est tout avantage aux employeurs qui peuvent avoir un coût de production moins élevé, ainsi qu'une meilleure compétitivité. De plus, elle contribue à la rarification de l'emploi qui permet une meilleure soumission de l'employé à son patron et enfin transforme l'homme en esclave de la productivité.

# Chronique de Jeanne Néri :

## « Réflexions un peu philosophiques au fil de lectures »

*sur l'articulation de l'institution éducative et de la politique*

**De Platon à Rousseau ou à Kant, les plus grands philosophes ont consacré une partie de leur réflexion à l'éducation, et ont fait apparaître son articulation fondamentale avec la politique. Cette relation apparaît nettement dans une question essentielle pour Kant à propos de l'éducation : « Comment unir la soumission sous une contrainte lé-gale avec la faculté de se servir de sa liberté ? »**

La réflexion contemporaine –et particulièrement la sociologie de l'éducation- confirme amplement cette articulation : L'Etat est le lieu propre de l'éducation. L'institution éducative est le produit du choix d'un type déterminé de société ; elle doit donc éduquer des individus de façon à réaliser, ou à maintenir, ou à renforcer la société choisie par la politique. C'était exactement la fin que se proposait déjà Platon dans sa cité utopique :

Pour fonctionner de façon juste –c'est à dire, pour Platon, selon l'ordre instauré par l'art de la politique-, la Cité platonicienne doit être gouvernée par un homme supérieur, le philosophe-roi, parce que ses longues études aboutissant à une conversion vers le Bien, c'est nécessairement vers le Bien qu'il orientera la cité dont il aura à tenir les rennes. Seul le tyran –non philosophe à l'évidence- pourrait l'orienter dans le mauvais sens. Cet homme supérieur, il faut l'éduquer longtemps et l'habituer à l'abstraction qui l'amènera à la dialectique, science des Idées éternelles. Seulement voilà ... ceci n'est possible que si chacun, dans la cité, est à sa place, selon la règle d'or : chacun doit demeurer là où l'autorité politique l'a situé.

D'où deux formes d'éducation : celle des philosophes, très complète, longue, difficile. Et celle des non philosophes. Comme ces derniers ne peuvent pas comprendre la dialectique, il faut un autre moyen pour leur faire accepter sans hésitation son statut inférieur, et s'y vouer le mieux possible, pour

le bien de la cité. Les mythes peuvent être compris par les inférieurs, parce qu'ils ne s'adressent pas à leur partie rationnelle, limitée. Le mythe des trois races doit convaincre le non philosophe de son infériorité : certains hommes sont nés de l'or, certains de l'argent, d'autres du bronze. Le métal n'étant pas le même, il est normal que les fonctions non plus. Mais tous les hommes ont été fondus dans le même moule, ils sont donc frères, et la jalousie semeuse de désordre ne peut exister...

Les hommes de l'or ont la compétence et la morale du Bien ; il est normal qu'ils gouvernent. (Platon ne dit pas d'où viennent ces futurs gouvernants philosophes, car en idéal, la voie est ouverte à tous les citoyens, s'ils sont capables d'aller aussi loin. Si l'on regarde, non plus l'utopie mais la réalité, seuls les nobles, les propriétaires terriens, dont Platon, accédaient à des études et des postes importants...) Les hommes de l'argent ne peuvent se plaindre ; la cité leur donne une bonne éducation et des privilèges qui leur permettent de bien rester à leur place de guerriers devant accourir à l'appel des gouvernants. Les hommes de bronze, (des artisans aux esclaves) font le reste, assurant l'existence des autres, par le commerce, l'artisanat, le travail sur la matière ingrate et méprisable puisque périssable. Les esclaves travaillaient surtout au fond de la Caverne, dans les mines sujettes aux incendies, d'où ils extrayaient le métal précieux. Ces hommes de bronze ont aussi une éducation, commune jus-.../...



.../... qu'à neuf ans, y compris les filles, puis surtout professionnelle. Ils ne devaient pas être éduqués pour dialoguer mais pour obéir sans discussion. La cité est donc l'essence de l'individu dans la mesure où il a été éduqué pour ça.

Ainsi, l'éducation des philosophes-rois doit être doublée de celle des « imbéciles » sinon elle ne sert à rien. Platon apporte le plus grand soin à la direction des « imbéciles », à propos du travail du tissage. S'ils ne sont pas éduqués, ils ne sont que « foule », masse ignorante capable de condamner Socrate à mort, puisque incapable de voir le Bien.

Platon n'avait lu ni Marx ni Bourdieu. On ne peut employer, à propos de son oeuvre, des expressions comme « exploitation de l'homme par l'homme » ou « lutte de classes », lutte inenvisageable puisque chacun, en principe, comprenait que son bien est de servir la cité juste en accomplissant le mieux possible le rôle qu'elle attend d'eux. Cette harmonie s'accomplissait par la répression et par le mythe, ce « beau mensonge »...

On se prend de nostalgie : le mythe, c'est quand même plus beau que la propagande. La filiation métallique de chacun, plus originale que les dons attribués au berceau par une fée qui n'a pas lu le Discours sur l'inégalité. L'ordre du Cosmos –auquel correspondait l'ordre de la cité- ça avait plus de panache, tout de même, que la loi naturelle du marché financier pour accomplir le destin des méritants et remplir la Corbeille. La réalisation de soi par l'obéissance à la loi nécessairement juste, c'est quand même moins mesquin que par les contrats de précarisation –libres bien sûr-

Nostalgie aussi parce que si Platon exposait clairement son option politique aristocratique, seule, selon lui, à pouvoir rationaliser la cité juste, les citoyens ne devaient pas souffrir, comme nous, de la schizophrénie du double langage. C'était comme ça un point c'est tout. Aujourd'hui, même cruauté hiérarchique imposée au monde; mêmes, ou plus, d'inégalités sociales démesurées. Mais, en prime, les discours moralisants sur la démocratie et les valeurs républicaines. N'y a-t-il pas d'autres moyens que la dictature, même si poétique, pour sortir de la schizo?... Une des ambiguïtés de l'institution éducative, c'est de reproduire les inégalités, tout en donnant quand même un minimum d'éducation aux « imbéciles » qui pourraient bien un jour dorer leur bronzéité...

Mais ne nous égarons pas. La question était celle de l'articulation de la politique et de l'éducation.

On la retrouve, par exemple, chez Machiavel. Son traité d'éducation politique « Le Prince » expose au roi les techniques qu'il faut posséder pour permettre de duper la masse des ignorants et pouvoir l'orienter dans le « bon » sens.

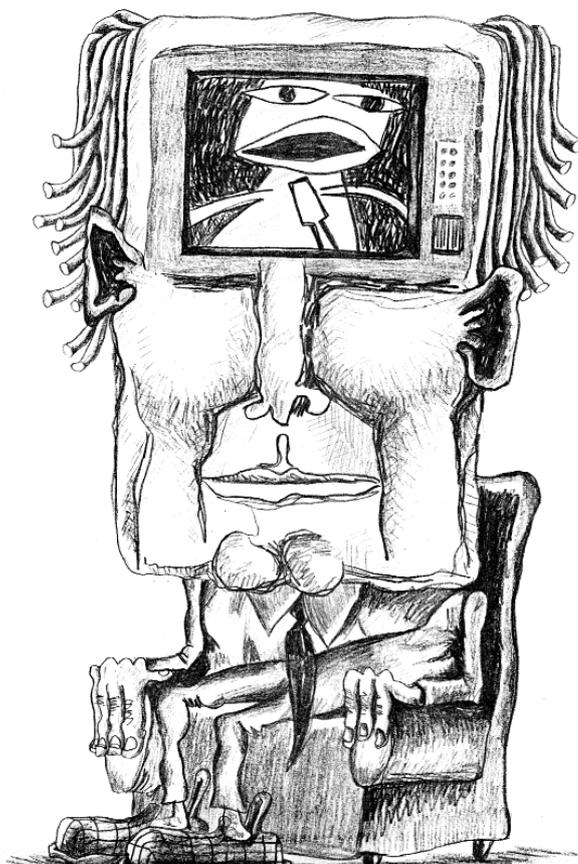
« Emile », l'élève abstrait de Rousseau, doit être éduqué pour s'adapter à la période de révolution qui s'annonce. Si ce traité d'éducation n'est pas politique, il se termine par une série de principes politiques. L'articulation apparaît nettement à la lecture du Contrat social et du Discours sur l'origine de l'inégalité. Le philosophe y retrouve la liberté que la civilisation lui a fait perdre, en faisant du citoyen celui qui obéit à la loi qu'il s'est prescrite.

Pour Kant, la discipline (partie qui précède l'éducation), consiste à astreindre l'enfant à se soumettre à une autorité. Moment très difficile dont la vraie solution n'est comprise que dans la constitution de l'Etat. A la question essentielle rappelée au début, Kant répond par une éducation à la véritable autonomie.

En sautant les siècles nous entendons Jaurès affirmer que « quiconque ne rattache pas le problème scolaire, ou plutôt le problème de l'éducation, à l'ensemble du problème social, se condamne à des efforts ou à des rêves stériles ». C'est dire qu'il n'y a pas de culture commune sans condition humaine commune. Peut-on plus justement lier politique et éducation ?

Quelle condition commune dans une société où l'institution éducative, idéologico-politique, ne donne pas aux élèves, par son contenu, le moyen de déchiffrer clairement le monde pour pouvoir y être citoyen? Où la cause des échecs scolaires est déclarée être un comportement psychologique ou moral? Où la transmission des savoirs n'est qu'un alibi de la reproduction hiérarchique? Où ce qui est évalué n'est pas la connaissance mais l'individu, stigmatisé très tôt. Ce fonctionnement n'est-il pour rien dans le phénomène de servitude volontaire ?

La véritable éducatrice, c'est la société. Donnons-nous, donnons aux jeunes, le moyen de l'orienter autrement...



## Les fondations du six QUI NOUS SOMMES

Des individus d'âge différent issus de pratiques multiples : travailleurs sociaux, comédiens, plasticiens, enseignants, étudiants, précaires, inscrits dans des tissus associatifs ou institutionnels et qui ne se retrouvent pas dans les cadres existants. Un collectif animé d'une éthique commune qui a décidé de mutualiser ses pratiques, ses expériences, de croiser ses réflexions et ses moyens, afin de créer des outils porteurs d'autres valeurs.

Face à un système économique qui sature l'espace public à plaisir et colonise nos esprits, conscients que nous vivons dans un monde en crise – crise idéologique, écologique, sociale, humaine – nous avons décidé de nous réunir et de conquérir un lieu de possible afin d'agir sur la société qui nous entoure.

### UN PROJET GLOBAL

D'abord c'est un projet global : pas simplement un "lieu artistique" car il pourrait y avoir de l'animation, et parce qu'il y aurait surtout un souci de la mixité des publics ; un lieu "culturel", parce que la culture en est le moteur ; un lieu rassembleur en somme. Les friches telles qu'elles existent sont déjà un peu plus globales que les Scènes Nationales par exemple.

Ensuite un lieu alternatif et expérimental : on a envie de sortir de l'aspect figé des structures institutionnelles telles qu'elles existent, c'est-à-dire ne pas être forcément sur une année de programmation mais sur des projets qui peuvent amener d'autres petits projets, donc sur une dynamique de projets. Pas un espace saturé, mais un espace avec des jalons, des projets qui peuvent créer une synergie, qui peuvent attirer des envies et des désirs. Exemple : un premier projet posé sur un thème, qui peut entraîner des conférences, des expositions, des spectacles... On n'est pas dans de "la production" de prime abord : les projets ne sont pas aboutis avant de commencer.

Enfin un espace orienté sur du

local : on veut à la fois pouvoir avoir une action sur les habitants du quartier et que le lieu puisse être un espace pour des artistes ou des associations locales. Hors espace institutionnel, on n'a pas d'espace où s'exprimer dans notre ville.

### UN ESPRIT COOPERATIF ?

Une friche, c'est généralement trois ou quatre associations qui s'accaparent un lieu et l'habitent. On ne veut pas d'un lieu d'habitation : il peut certes y avoir des résidences, qui seront à géométrie variable, mais l'important est que ça puisse tourner.

On veut un lieu de coopération : une pépinière, où pouvoir soutenir des projets qui ne sont pas arrivés à maturité, où pouvoir aider des choses au début. L'apport dont ces choses bénéficieront avec le regard de gens plus professionnels, inversement pour ces derniers celui d'un regard extérieur, d'un public toujours là, ce serait ça l'esprit coopératif du lieu.



### L'AUTONOMIE POSSIBLE ?

Même s'il y a une éthique derrière, ce n'est pas un projet de vie, c'est un lieu où on va chercher une reconnaissance et de l'argent pour pouvoir le faire fonctionner. Pour l'instant c'est l'institution qui réfléchit à ces choses-là ; ici c'est l'inverse : ce sont les gens qui font qui réfléchissent à la façon dont ils ont envie que ça se passe et aux cadres dont ils ont besoin.

Petit pouvoir et grand pouvoir, pouvoir à reprendre et pouvoir se déprendre, à propos des pouvoirs les écueils à éviter sont de trois sortes, contiguës :

- Pouvoir faire au-dedans, oui, mais chacun de son côté ? Il y a un danger de se retrouver sur une espèce de lieu juke-box où il va y avoir des activités qui vont s'empiler les unes sur les autres sans se rencontrer. Réfléchir à se doter de cadres et de temps de métissage et de transparence.

- Pouvoir faire avec d'autres, oui, mais jusqu'à quel point ? Très vite on peut devenir comme les autres un espace saturé. A la fois c'est un lieu qui peut atti-

rer un certain nombre d'activités à l'intérieur, mais c'est aussi un lieu en relation avec l'extérieur, qui peut faire des passerelles pour des associations ou des artistes locaux, faire s'interpénétrer des choses avec le travail des maisons de quartiers... Il y a des réseaux à créer, un besoin de culture à faire émerger. Pour la dimension sociale du lieu, on aura besoin des autres aussi, on ne pourra pas s'improviser organisme de formation par exemple. Avec le danger, toujours, de voir la fonctionnalité du lieu prendre le pas sur sa capacité à accueillir et prolonger ce qu'on ne peut prévoir. On viendra pour rien aussi, pour discuter au bar par exemple, c'est peut-être là que ça se passe.

- Un lieu identifiable, oui, mais étanche à ce qui se passe autour ? C'est là que l'éclectisme est important. Prudence à l'endroit d'être obligé de se rallier à une marque de fabrique ou même à une cause très affirmée, qui fait que le lieu ne s'adresse qu'à un type de public. Un lieu politique, pas un lieu politisé. Politique de par la volonté d'améliorer les choses, d'abord ; politique au sens où ce que l'on y fait est un moyen d'observer ce que le monde devient et ce qu'on y devient ; politique déjà de par le souci de gagner une intelligence de ses propres constituants et de ses relations aux autres. Exemple de la conférence : ne pas figer les places de l'orateur et de son public, introduire de la distance face à ce schéma massif.

Qui, quoi gouvernera cette autonomie ? Le pouvoir va s'affirmer de lui-même dans le fait que les gens vont s'investir dans le lieu, ils auront le pouvoir de leur investissement. Est-ce que c'est le lieu qui va rémunérer ou est-ce que ce sont les activités qui vont s'autonomiser dans le lieu qui vont s'auto-rémunérer ? Tous les lieux culturels sont des lieux administrés, comment inventer d'autres modes de fonctionnement qui font qu'on n'est pas dans une structure administrative lourde ? Comment jouer entre quelque chose qui n'est pas complètement cadré, fermé, où il y a encore du potentiel, et la fonction d'offre ? On fonctionne sous forme de détonateurs : certains vont marcher, d'autres ne marcheront pas. Avec le souci de mutualiser les recettes de la réussite, de permettre la prise de rôle, de s'affirmer et développer ses propres compétences. Côte à côte, stabiliser et déstabiliser le lieu.

## La charte du 6 UNE ETHIQUE

Le système dominant n'a qu'une loi, la quantité, qu'un mode de relation, la concurrence. En même temps qu'il produit du plein, il secrète un manque toujours plus grand en terme de qualité, de valeurs, d'espace, de rôles. Il nous manque des richesses invisibles. A la concurrence nous substituons la complémentarité, au consommateur, l'acteur, celui qui agit et réagit, à la quantité, la qualité. Nous revendiquons la primauté de l'être, un être qui se nourrit de rencontres, d'expériences multiples, qui pour s'épanouir a besoin d'espaces d'expression et de créativité où il puisse se reconnaître et être reconnu, qui a besoin d'éducation et de culture pour ouvrir sa conscience et lui permettre d'agir. Face aux idéologies de peur et de repli, nous désirons l'altérité ; elle nous est indispensable parce qu'elle nous permet de nous voir d'ailleurs, d'élargir notre conscience. Si une société de croissance et de valeurs ajoutées, si une société de mieux-être, une société du vivre ensemble, faite de fraternité, de compréhension, de respect et de tolérance est possible, ces valeurs ne se décrètent pas. Pour être agissants, pour former une base commune, nous devons inventer des lieux ouverts qui ne soient pas des espaces de représentation ou de distinction sociales mais de réalisation, de valorisation et d'émancipation. Une émancipation qui s'accompagne, se construit, se cherche, s'expérimente. Ces valeurs ont besoin d'espaces qui rendent possible leur confrontation, de projets qui les fédèrent.

### UN ESPACE DE POSSIBLES ET D'ALTERNATIVES

Nous voulons être un lieu d'agitation d'idées, de mutualisation, une caisse de résonances d'alternatives. Un lieu où s'expérimentent d'autres façons de vivre ensemble, de manger, d'habiter, de se soigner, d'apprendre, de se cultiver. Dans cette société de plus en plus rectiligne, les marges sont innombrables.

### UNE FABRIQUE DE CULTURE

L'espace que nous créons ne sera pas un mausolée de la culture officielle mais un lieu qui construit de la culture. Un espace de reconnaissance et de friction où s'élabore une culture commune faite de diversité, de mélange, de bricolage et de détournement. Nous croyons à une culture qui se construit au pluriel.

### UN LIEU DE VIE

Loin des centrales d'achat de la culture, qui ne vivent qu'é-

pisodiquement, nous créons des espaces permanents de rencontre et de convivialité : une cantine, un café formeront des espaces-carrefours dans lesquels viendront se greffer des événements ludiques et conviviaux : causeries, veillées, escalades musicales ...

A l'inverse des structures institutionnelles qui figent bien souvent leur fonctionnement, nous privilégierons des cadres ouverts et évolutifs pour des projets à géométrie variable ; nous initierons des correspondances entre des pratiques différentes.

La culture et l'art ne sont pas des instruments qui accompagnent des missions sociales, ils sont le cœur battant de notre société.

### UN ESPACE DE CONNAISSANCES

Nous voulons être un lieu où se partagent toutes les formes de savoirs, le savoir intellectuel mais aussi des savoirs-faire et des expériences. Une connaissance qui ne soit pas mise en jeu de façon verticale, de ceux qui la détiennent à ceux qui en seraient privés.

Nous créerons des actions, des outils qui favoriseront des échanges entre des registres de connaissances différents, des parcours de vie, des expériences singulières. Nous partirons du particulier pour aller vers l'universel, du simple vers le complexe, de la vie à la pensée. Nous pensons que toute action éducative vise à élever, révéler des potentiels, donner le désir de les mettre en jeu.

### L'ART COMME MOTEUR

L'art est un miroir décalé qui permet de prendre de la distance, de nous mettre en question, de réfléchir l'humain dans l'ensemble de ses dimensions, philosophiques, sociales, psychologiques ou politiques.

S'ils revêtent un caractère global, s'ils amènent avec eux une précision dans le regard sur les manières de vivre et d'exister, les projets artistiques auront une place centrale dans la vie du lieu. Nous pensons que l'art a une capacité d'embrayage, il est le détonateur poétique de notre quotidien. Nous cultiverons un art du plein pied, soluble dans la fête. Nous pensons que l'art est essentiel à l'existence humaine, et qu'il n'a pas besoin de socle pour le prouver, de temple pour être célébré. Là où il y a de l'humain, il y a de la création, l'art est partout chez lui.

### DES PROJETS ET DES ACTIVITES HYBRIDES

A l'opposé des temples de la culture, dédiés à un seul registre artistique, nous prônons l'éclectisme, le foisonnement, le mélange des genres. Nous sommes

convaincus que le croisement de pratique doit favoriser l'émergence de projets nouveaux, tant dans leur élaboration que dans leurs modes d'implication et de rencontre avec les publics.

Des pratiques culturelles, artistiques, militantes, ludiques, artisanales, culinaires, festives s'imbriqueront les unes dans les autres, à la manière d'un jeu de lego.

Les projets s'amplifieront et se complexifieront au fil des rencontres et des désirs qu'ils susciteront. Ils se dérouleront en étapes pour rendre possibles des attractions imprévues.

Nous mettrons en place des temps forts et des temps rituels :

- De par leurs caractères ludiques et conviviaux, les temps forts solliciteront l'implication du public et offriront une visibilité forte.

- Les temps rituels proposeront des repères clairs et des habitudes nouvelles permettant aux personnes de s'installer de manière progressive dans les différents projets et d'y trouver leur place.

Par le biais d'ateliers nous solliciterons la participation du public. Ils fonctionneront de façon ponctuelle ou régulière et permettront un travail en profondeur ou de découverte. Ils pourront être liés à des projets, ils seront conçus comme des lieux de création mais également comme des espaces de recherches et d'échanges.

Pour nous la qualité d'un projet réside dans sa démarche : l'éthique qui le sous-tend, le dialogue qu'il construit, le questionnement qu'il suscite, les transformations qu'il produit. C'est tout cela que nous voulons faciliter, accroître.

JE PENSE  
DONC  
JE \$ui\$





Sans consultation publique et dans la discrétion qui caractérise la période électorale sur les dossiers chauds, la mairie PS de Dijon prend des décisions qui pourraient mener à la fin de l'Espace Autogéré des Tanneries, lieu autonome d'activités culturelles, sociales et politiques ouvert en 1997. Mais nous n'entendons pas les laisser faire !

Suite à cinq ans de luttes contre l'expulsion et quelques années de statu quo, nous annonçons donc aujourd'hui la reprise officielle des actions et manifestations en soutien aux Tanneries.

Nous savions dès le départ que malgré la convention d'occupation gratuite obtenue en 2002, il nous faudrait garder une vigilance permanente. Après diverses rumeurs un peu plus insistantes que d'habitude sur des projets nous menaçant, nous avons contacté la Mairie début mars pour connaître la vérité. Malgré des demandes répétées par téléphone et par courrier, nous n'avons reçu aucune réponse. Il y a deux jours, nous avons pourtant su de source sûre, mais encore officieuse, que les services concernés de la municipalité avaient fait une proposition par écrit à la Générale de Santé. Cette proposition vise à octroyer à celle-ci l'ensemble des terrains dont nous occupons une parcelle, afin qu'elle y construise son mégapôle de clinique privée de dix hectares pour 2009.

Alors que les services publics de santé sont mis en péril par les stratégies néo-libérales de privatisation en vigueur en Europe, la mairie de Dijon favorise-t-elle à son tour l'instauration d'une médecine à deux vitesses ? Veut-elle contribuer aux stratégies de monopole et de conquête de la plus grosse multinationale européenne de santé privée (1,741 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2006, contrôlé par des fonds de pension et à 10% par Vivendi) en lui offrant un terrain public proche du centre-ville et en quasi vis-à-vis de l'hôpital public ? La Générale de Santé préfère ainsi profiter de l'aubaine municipale pour fermer ses cliniques de proximité plutôt que de les remettre aux normes.

Malgré sa propagande pour ladite « démocratie participative », la Mairie n'a consulté ni nous ni aucune autre personne ou organisation du quartier avant de conclure des tractations qui non seulement menacent notre espace mais décident aussi de

l'avenir d'un morceau de la ville.

Pourquoi soutenir les Tanneries haut et fort ?

La politique de la ville met déjà en danger le cinéma indépendant Eldorado et l'espace d'activités squatté « le Toboggan ». Si elle planifie avec ce projet la disparition des Tanneries, elle s'engage ainsi avec le Parti Socialiste, aux yeux de tou-te-s, dans le sens d'une France sécuritaire, aseptisée et privée de ses lieux de résistance, d'expérimentation et de culture populaire.

En effet, les Tanneries, c'est une salle de spectacle, un collectif d'habitation, un espace d'informatique populaire, de développement des logiciels libres et de maintenance de serveurs indépendants, une zone de gratuité, un espace mécanique et vélo, des locaux de répétition et de sérigraphie, une salle de réunion, un potager, un centre de diffusion et de création de presse alternative, un centre d'aide juridique et pratique aux occupant-e-s sans droits ni titre, une bibliothèque, des chantiers d'auto-construction écologique, des dizaines d'associations/collectifs/réseaux locaux et internationaux qui viennent y organiser des soirées, actions, ateliers et échanges de savoirs, des réunions et des projets...

Là où les lieux culturels publics tournent avec d'énormes subventions et les privés à base de commerce et de sponsors, il y a aux Tanneries des centaines de personnes qui, chaque semaine viennent faire vivre une culture indépendante et participer à des activités accessibles gratuitement ou sur la base de participations aux frais. Pour garantir sa liberté, le lieu a toujours fonctionné sans subventions, ni salariat.

Dans un pays où les structures autogérées sont quasi systématiquement réprimées et donc précaires, les Tanneries est un des trop rares exemples de projet qui a pu s'inscrire dans le long terme. Il est à ce titre devenu un espace ressource et un maillon important d'une scène culturelle et militante autonome en Europe.

Les Tanneries portent la mise en pratique d'une vision sociale et nous donnent les outils pour nous confronter à nos idées. Nous cherchons à éclater les barrières entre la « vie personnelle » et le « monde politique », à nous organiser sur des bases.../...

.../... formelles horizontales plutôt qu'autoritaires et pyramidales. Nous voulons construire nous-mêmes et changer nos vies, ici et maintenant, plutôt que d'attendre le grand soir. Nous remettons en cause les logiques marchandes et l'accumulation de biens pour prôner la propriété d'usage et les échanges solidaires. Nous croyons toujours qu'il est possible d'ouvrir en direction d'une société qui ne soit pas fondée comme elle l'est actuellement sur les rapports de profits et de domination, sur le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Les Tanneries ne se vivent pas comme une gentille alternative parallèle qui se construirait en ne bousculant pas trop les pouvoirs en place, un zoo folklorique censé faire la preuve de la bienveillance démocratique de nos dirigeants. Si nous sommes là, c'est pour faire évoluer la société et lutter !

Les Tanneries ne se fantasment pas comme « en-dehors » de cette société mais comme un processus qui se construit à tâtons sans prêt-à-porter idéologique... Mais a contrario de la norme cynique du monde politico-médiatique, nous ne cesserons pas de nous battre pour prouver qu'il est possible de remettre en cause la logique capitaliste. Nous désirerons toujours plus que les beaux discours électoraux de changement qui n'essaient que du vent. Avec le temps, les Tanneries ont, à ce titre, apporté la preuve précieuse qu'il était non seulement réaliste mais pertinent de s'auto-organiser sans les institutions, qu'il ne s'agissait pas d'une utopie délirante de jeunes idéalistes destinés plus tard à retourner leur veste.

Les Tanneries, comme tous ces lieux construits envers les normes les environnant, constituent un espace unique, fruit des rêves, des complicités, des rencontres, de la combativité de tant de gens. Son histoire est celle de plusieurs générations, ses murs en reflètent les joies et les colères, les rages et les passions, les aventures et les émotions...

Notre projet ne peut être déplacé ni dépecé. Il doit demeurer dans le quartier...

Quel que soit le projet d'aménagement du quartier, nous lutterons pour qu'y demeure ce que nous avons construit ici pendant dix ans : nos bâtiments et notre projet dans sa globalité. Ce n'est pas sorcier, vu la taille de l'espace disponible. Il est évident qu'avec une volonté politique en ce sens, des solutions techniques adéquates seront trouvées.

C'est grâce au soutien populaire et à une succession de pressions et d'actions de rue diversifiées pendant cinq ans, que les Tanneries ont acquis leur maintien dans les lieux. Quatre ans plus tard, nous sommes totalement prêt·e·s à recommencer à défendre cet espace et à reconstruire un mouvement de résistance fortifié par tous les contacts, expériences et complicités acquises avec le temps. Les Tanneries, bien que solidement implantées localement, sont aussi portées par une large communauté, dont les affinités n'ont que faire des frontières, qui peut se mobiliser tant par des actions de soutien à travers le monde que par une convergence pour défendre physiquement le lieu contre l'expulsion. Espérons que résonneront à temps dans la tête des dirigeant·e·s dijonnai·se·s les longues journées et nuits de manifestations radicales

qui ont immobilisé il y a quelques semaines la capitale danoise et les multiples offensives à travers l'Europe en faveur de nos ami·e·s d'Ungdomshuset. Au même titre, notre lutte est une lutte globale pour que demeurent et se multiplient des espaces autogérés et des foyers de subversion.

Nous gagnerons avec toutes les petites et grandes initiatives de protestation de chacun·e d'entre vous. Nous encourageons tout type d'actions de solidarité. A minima, vous pouvez dès maintenant écrire ou téléphoner à la Mairie de Dijon pour lui exprimer votre volonté que les Tanneries perdurent là où elles sont :

M. le Maire François Rebsamen  
Mairie de Dijon  
21000 Dijon (+33) 03 80 74 51  
51francois.rebsamen@ville-dijon.fr

Si vous voulez être prévenu·e·s d'actions et de manifs de soutiens concernant l'Espace Autogéré des Tanneries, envoyez votre mail ou votre numéro de portable à tanneries@sqat.net

Dijon, le 24 mars 2007

On restera... parce qu'on a la rage !

En bref

Les Tanneries sont nées d'un triple projet: celui d'un lieu de vie collective auto-organisé par ses habitant·e·s, celui d'un espace d'activités publiques non-marchandes et subversives, celui d'un endroit ressource pour initiatives anticapitalistes et anti-autoritaires. Plus d'infos dans la section présentation.

Les Tanneries sont aussi le fruit d'années de lutte contre les tentatives d'expulsion et autres menaces que les municipalités successives ont fait peser sur le lieu. Les Tanneries ont également initié et pris part à de nombreuses actions, au gré de l'actualité locale et internationale. Divers fragments de ces moments devraient prochainement être mis en ligne dans la section historique.

Les Tanneries proposent régulièrement des activités publiques, ouvertes à tou·te·s les intéressé·e·s: des concerts aux ateliers d'initiation à l'informatique libre, en passant par divers débats politiques, projections de cinéma indépendant, pièces de théâtre, chantiers de construction et autres évènements militants. Plus d'infos dans la section activités.

Au fil des années, les Tanneries ont produit quantité de textes, affiches, flyers et autres documents. Certains écrits significatifs - textes de présentation ou retours sur l'expérience de plusieurs années de vie et d'action -, ainsi qu'une sélection de visuels diffusés au gré des activités se trouvent dans la section documents.

Si vous souhaitez vous rendre aux Tanneries, prendre contact avec le collectif habitant, soumettre un projet au groupe programmation, poser une question ou nous joindre pour toute autre raison, les infos nécessaires se trouvent dans la section contact.

Enfin, pour mieux cerner la vaste mouvance anarchiste dans laquelle ce lieu s'inscrit, pour étendre sa curiosité aux collectifs, réseaux et initiatives connexes aux Tanneries, une sélection de sites à visiter se trouve dans la section liens.

<http://sqat.net/tanneries/>

**Lire la conclusion page suivante**



**Manifestive et occupation des arbres: un récit**

Samedi 19 mai 2007, centre ville de Dijon. La manifestive de soutien à l'Espace Autogéré des Tanneries commence par la lecture d'un texte de solidarité en provenance de Barcelone, où, au même moment, se tient une manifestation de défense des espaces autonomes, clôturant quinze jours d'actions mené-e-s par les squatteurs et squatteuses barcelonnais-es.

Un cortège déterminé et festif d'environ 400 personnes parcourt les rues de Dijon, derrière une banderole « Défendons les espaces autogérés! », au rythme d'une batucada hybride parigó-freiburgo-lyonnaise. Outre les bulles et pancartes portées par les manifestant-e-s, des affiches et détournements sont collés sur les murs et vitrines de la ville tout au long du parcours.

Au moment de la dispersion, le cortège se dirige vers le square situé derrière la mairie. Sur place, des grimpeur-euse-s s'encordent et se hissent rapidement au sommet des arbres [10] avec hamacs, vivres, bâches et banderoles, pendant qu'est distribué un tract intitulé « cerise sur le tilleul ». Il est annoncé l'occupation aérienne et permanente du parc, soutenue par diverses activités au sol, dans l'attente d'un engagement ferme de la mairie sur l'avenir des Tanneries.

De grandes banderoles sont suspendues entre les arbres [12,13], pendant qu'en contrebas, sont installés un stand de frites « Do It Yourself », des tables de presse [15], ainsi qu'un grand nombre d'affiches et photos représentant dix ans de mémoire des Tanneries, tout le long des grilles du square.

Le soir venu, le maire demande à la police d'intervenir pour faire évacuer le parc et mettre un terme à l'occupation des arbres, mais la préfecture lui répond qu'elle ne dispose pas des forces nécessaires. Le directeur de cabinet du maire et des élu-e-s [16] se rendent alors sur place la nuit venue, pour demander la fin de l'occupation. Nous refusons. Quelques minutes plus tard, promesse est faite de renouveler la convention d'occupation jusqu'en 2011. A défaut de papier signé, les occupant-e-s restent dans les arbres, et passent une première nuit en hauteur pour maintenir la pression.

Le collectif se réunit, et accepte de quitter le parc à une condition: que la convention signée ne puisse pas être cassée, si la Générale de

Santé venait à acquérir le terrain actuellement occupé par l'espace autogéré. Après avoir obtenu un accord ferme sur ce point et avoir réceptionné, dimanche midi, la convention prolongée signée de la main du maire, nous mettons fin à l'occupation.

**Dernière rencontre au cabinet du maire**

Au lendemain de l'action, nous nous sommes rendus à la mairie,

pour discuter des termes de la garantie vis à vis de la Générale de Santé.

Nous avons obtenu qu'une clause soit ajoutée au contrat en cours de négociation, indiquant que même si le terrain que nous occupons était cédé, notre convention avec la mairie resterait valide.

Par ailleurs, la mairie, qui souhaitait de toute évidence calmer l'affaire avant la fête de rue que nous annonçons pour le 9 juin, veille des élections législatives, a annoncé sa volonté de négocier avec nous sur l'après 2011. Sans nous montrer fermé-e-s au dialogue, nous avons à ce sujet affirmé clairement que la nouvelle signature ne nous engageait absolument pas à partir après 2011. Après 10 ans de vie et construction sur un site, nous souhaitons toujours rester le plus longtemps possible, quelles que soit les énormes pressions financières sur ce terrain ou les possibilités de relogement.

**Au conseil municipal du lundi 21 mars 2007**

La droite locale, qui, la semaine dernière, nous accusait dans la presse d'avoir « organisé » les émeutes du 6 mai au soir et se plait à nous voir depuis quelques années comme grand responsable de l'« insécurité » à Dijon, n'a pas tardé à contre-attaquer.

En ouverture du Conseil Municipal, grand show politique depuis sa retransmission sur internet, Yves Japiot de l'UMP, a demandé des comptes au maire sur la prolongation de la convention, annoncée par voie de presse le matin même, et a rappelé de quelle manière « scandaleuse » une nous avons « squatté » le conseil municipal de mars dernier. Il a ensuite interpellé le maire sur le fait que le renouvellement de la convention encourageait un foyer de « subversion » (citant nos tracts), et qu'il laissait en cadeau à la future mairie, par un coup de force, une hypothèque sur l'avenir de ces locaux. Et de continuer sa tirade en souhaitant que nous « trouvions du travail » (!), « but de tout homme » et que la mairie ne permette la poursuite que des activités jugées « utiles » dans des locaux qu'elle fournirait.

François Rebsamen lui a longuement répondu, confirmant qu'il avait pris la responsabilité de proroger notre convention de 3 ans dans des termes inchangés, jusqu'en juin 2011, poursuivant ainsi: « Maintenant, il faut être un peu patient, M. Japiot, les élections auront lieu au mois de mars de l'année prochaine. [...] Mais, ce qu'un maire a fait, un autre maire peut le défaire et donc vous pourrez largement faire campagne pour annoncer que vous supprimerez le bail des "Tanneries" » avant de conclure par « Je vous souhaite bien du courage ! ».

**Conclusion (provisoire)**

Nous retenons pour notre part, après deux nouveaux mois de lutte,

que les occupations de Conseil Municipal et de la Générale de Santé, les présences aux meetings électoraux, les centaines de mails et de coups de téléphones reçus par la mairie, les pourparlers avec les divers acteurs du projet d'urbanisme, les tracts et affiches dans toute la ville, les nombreuses lettres de soutien de collectifs et d'associations, les actions de solidarité internationales à Berlin, Barcelone ou Copenhague, l'occupation des arbres devant la mairie n'auront pas été en vain. C'est bien cette mobilisation massive aux stratégies multiples qui nous aura permis de gagner de nouveau une relative tranquillité.

Cette lutte nous a aussi démontré à quel point les projets qui menacent des espaces précieux devaient être surveillés et combattus le plus tôt possible pour espérer pouvoir les contre-carrer. Aujourd'hui, nous avons obtenu une victoire, temporaire certes, mais qui prouve, et c'est primordial, que des rapports de force et actions directes peuvent toujours aboutir et permettent de se faire entendre. Cela renforce notre confiance dans notre capacité à lutter encore, avec vous, le jour où l'avenir des « Tanneries » sera de nouveau menacé.

Nous n'aurions rien pu faire sans le soutien de toutes celles et ceux pour qui « Les Tanneries » comptent et qui se sont bougé-e-s à Dijon ou à des centaines de kilomètres. Nos pensées vont tout spécialement aux autres espaces autonomes à tuellement menacés, des squats barcelonnais à la Rigaersstraße et au Köpi à Berlin, en passant par le KTS à Freiburg, ou Ifanet à Thessalonique, sans oublier les ex-occupant-e-s d'Ungdomshuset à Copenhague. C'est vers eux que nous souhaitons maintenant porter notre solidarité. Les temps qui viennent ne s'annoncent pas faciles, alors profitons du répit accordé ici pour multiplier subversions et solidarités.



# Droit à la propriété

Quand, en 1789, l'assemblée nationale inscrivait dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen un « droit inviolable et sacré de chacun à la propriété privée », elle voulait entériner un processus déjà largement amorcé au cours des siècles précédents qui tendait à revenir sur l'interdiction faite au peuple de posséder son lopin de terre, de posséder sa maison, imposée par l'aristocratie, le clergé, l'Etat depuis l'antiquité.

En effet, pendant des siècles/millénaires, la possession d'une terre ou d'un immeuble était réservée à une infime portion de la population : la noblesse, le clergé et quelques bourgeois ayant les bonnes grâces des précédents. La populace était alors obligée de reverser des dîmes faramineuses ou de payer des impôts exorbitants pour obtenir le droit à cultiver, à se loger sur le territoire du seigneur. Il était donc juste de permettre à tout un chacun d'exploiter un bout de terrain dans une société en majorité rurale. Cela permettait à une famille de se nourrir, de se loger, de survivre dans des conditions décentes.

Mais le XIX<sup>ème</sup> siècle est passé par là. Le partage des tâches, l'industrialisation massive, l'urbanisation ont transformé en profondeur la structure de nos sociétés. Ces transformations ont d'ailleurs en partie été rendues possible par ce droit à la propriété (bien que d'autres systèmes politiques se soit révélés également appropriés à cette mutation). Peu à peu, les villes se sont remplies de crève-la-faim, cherchant salaire pour se nourrir et logement pour se reposer. Alors, sous couvert du droit universel, des fortunes ont été investies dans l'achat d'immeubles, de mines à charbon, d'outils permettant un travail plus efficace. Ces biens sont passés rapidement de la sphère publique à la sphère privée. Et le nouvel arrivant a été obligé de troquer sa liberté en partie retrouvée et de se louer à un prix tout juste nécessaire à sa survie à des entrepreneurs protégés par un article d'une déclaration universelle des droits de l'Homme. Une déclaration dont l'objet perdait du même coup sa légitimité.

Non ! La propriété n'est pas sans limite. Chez les romains, dans la loi quiritaire, la propriété était déjà limitée par la raison d'état. Les limites au droit de propriétés ont toujours existé.

Aujourd'hui, le droit à la propriété sert surtout quelques rentiers ou individus aptes à amasser de l'argent pour ensuite le faire fructifier en louant des appartements, en utilisant le travail des autres pour son propre enrichissement.. Peut-être pourrait-on transformer l'adage bien connu et dire : « le droit à la propriété doit s'arrêter là où commence celui de l'autre. » Sans remettre totalement en cause le droit à la propriété, des limites importantes à ce droit doivent être imaginées.

Pourquoi la propriété des logements ne pourrait-elle pas se limiter à une résidence principale par exemple (voire un peu plus, mais en tout cas pas à la possession d'un immeuble entier dans lequel trente petites studios sont loués au prix fort) ? Sur ce terrain, aucun risque de voir disparaître ces immeubles à l'étranger. Une loi de réquisition des logements non occupés (qui existe déjà) résout le problème de la disparition des propriétaires.

Contrairement aux manigances gou-

vernementales, la société peut décider d'abolir l'héritage. Vu du côté de la nouvelle génération, rien ne justifie un avantage inné du à la richesse de ses parents. Par exemple, peut-être pourrait-on troquer ce droit de succession contre un revenu inconditionnel du citoyen (revenu dont la mise en place commence à être envisagée) ? Pour cela, un contrôle des mouvements de capitaux est évidemment nécessaire.

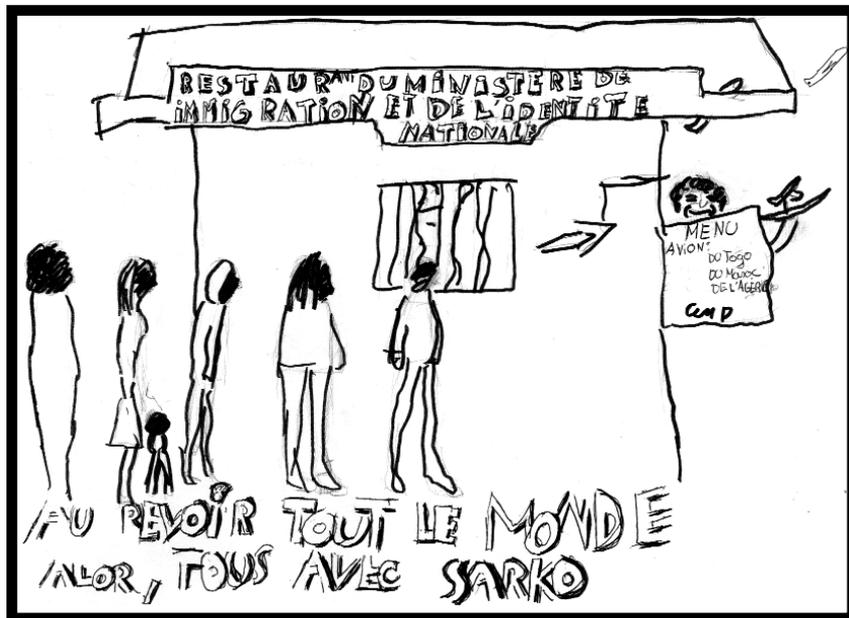
Contrairement à une soi-disant évidence couramment énoncée, rien n'empêche l'Etat d'imposer, par la loi, une expropriation des entreprises (qui délocalisent ou ne respectent pas le droit du travail, par exemple), pour décider ensuite de leur nationalisation ou de la prise de contrôle par les ouvriers eux-mêmes sous forme de coopérative ou autre. Non, les investissements ne quitteront pas le pays ! Il suffit pour cela de bloquer auparavant les comptes de ces entreprises. Non, les sanctions ne pleuvront pas, venant de l'Europe ou d'autres instances internationales ! Il suffit pour cela de ne pas plier, de privilégier des partenariats avec des pays confrontés aux mêmes problèmes. De toute façon, aucun argument de performance ou de croissance ne justifie que des décisions qui touchent toutes la communauté soient bloquées par les menaces de délocalisation ou de fuite des capitaux de quelques rentiers/multinationales. Quitte à prendre des risques de récession ou autre, des décisions doivent être prises pour avancer vers une société plus juste. La performance n'est pas le seul objectif. Ce qu'il faut avant tout changer c'est notre vision de la société.

Aujourd'hui, les moyens de productions ont un rôle similaire à la terre autrefois. Ils permettent, (à travers le salaire qu'ils procurent), de se nourrir, de survivre. La concentration de ces outils entre quelques mains est donc un retour en arrière.

Une évidence : la France Propriétaire promise par nos chers ministres et adoré président n'est qu'un leurre. C'est un pays d'individus endettés qui nous est promis. Une société où ces propriétaires n'auront plus qu'une alternative : travailler ! Dans un système où des salariés sous-payés construisent ou retapent les maisons d'autres un peu mieux payées, aucun doute ne subsiste sur l'échec annoncé de ce projet.

Paradoxalement, pour vivre, le travailleur doit troquer ce qu'il a de plus cher : sa vie !

AL



# Les médias décryptés par l'OBM\*

(\*l'Observatoire Bisontin des Médias)

## Intervenir dans les médias : pourquoi, comment et dans lesquels ? (extrait d'une analyse de Serge Halimi)

L'un des moyens par lesquels les médias tentent de civiliser et de discipliner les opposants à l'ordre, c'est l'invitation à participer à des "débats". Ces "débats", les journalistes-animateurs aimeraient y réduire la vie démocratique, ce qui leur permettrait d'en devenir les seuls metteurs en scène. Lorsqu'ils participent à ces émissions, les militants d'Attac espèrent sans doute "mettre un grain de sable" dans l'ordre médiatique néolibéral. Du jour où les médias ont découvert que la lutte contre la mondialisation capitaliste constituait un sujet à la fois "incontournable" et vendeur, ils ont tenté de revitaliser l'illusion du pluralisme en invitant sur leurs plateaux ou dans leurs colonnes un contestataire. Le désir de participer à ces émissions est compréhensible, surtout après un long ostracisme. Mais ceux qui contestent le pouvoir des multinationales doivent au moins se défendre de toute amnésie lorsque la filiale d'une de ces multinationales les convie dans un studio. Lorsqu'ils parlent dans les médias, les contestataires ne devraient ni se taire sur les médias ni se plier à la mise en scène que ces médias réclament. Ils ne devraient pas oublier de rappeler le rôle des médias dans la mise en place et dans l'imposition de la pensée de marché. L'une des conditions élémentaires à la participation à des émissions ou tribunes offertes par un grand média pourrait être l'inclusion dans son exposé d'un élément de critique des médias dominants, par exemple de la censure qu'ils opèrent lorsqu'une information vient compromettre la réputation de leurs propriétaires, actionnaires ou ami influent (mise en examen, condamnation pour plagiat, etc.) La réponse à une invitation à débattre dans les médias impose au demeurant de se demander si l'émission favorisera la diffusion des thèses d'Attac, et non leur défiguration spectaculaire ou la notoriété individuelle de leur porte-parole. En tout cas, l'association pourrait éviter d'être représentée dans les médias sur des questions qui ne correspondent pas à ses priorités définies démocratiquement. Dans le cas contraire, la construction journalistique d'Attac contredira sa réalité militante et accordera un pouvoir indu aux journalistes et aux animateurs de télévision. L'objectif ultime de l'association (Attac) n'est pas de passer dans les médias, mais de "passer" dans la société, c'est-à-dire de faire avancer ses priorités pour les voir devenir des choix politiques et pratiques sociales.

**Le Monde (mercredi 20 septembre 2006)**

**Rubrique « Débats »**

**« Pourquoi des élections si serrées ? »**

Serge Galam nous explique qu'à l'avenir les résultats électoraux se joueront sur moins d'un pour cent. En exemple le Mexique, Italie, Allemagne, Etat-Unis, ..., et probablement en France en 2007. D'après l'auteur le phénomène serait du à un nouveau type d'attitude propre aux sociétés occidentales démocratiques, le comportement individuel contrariant. Les individus ne voterait plus par conviction, mais par opposition au choix majoritaire de l'entourage, lorsque les compétitions sont binaires. Galam conclut qu'étant donné les résultats avoisinant les 50/50 le système démocratique est en danger car n'assurant pas une véritable majorité. Il préconise une répartition du pouvoir entre les deux prétendants.

Ce que Galam explique par le comportement individuel contrariant, nous le comprenons par une stratégie médiatique impulsant un comportement individuel contrariant, non pas en réaction au choix du voisinage, mais à la surmédiatisation d'un ou deux candidats. En France, le cas Sarkozy montre comment les électeurs en viennent à raisonner de façon binaire (tout sauf sarkozy). L'overdose se fait sur l'image et non sur un programme ; le programme se réduit à un trait complétant l'image. D'ailleurs, ce numéro du Monde consacre Sarkozy par trois fois en première page. Comme le dit Galam, la démocratie est véritablement en danger, non en raison du comportement des individus, mais parce qu'aux mains des multinationales de l'information.



En 1ère page, un dessin humoristique montrant une course hippique avec trois cavaliers en tête : Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy, Nicolas Hulot. Sur cette page et dans les suivantes aucun texte ne justifie ce dessin qui suggère pourtant une candidature de Nicolas Hulot, et sa place dans le trio gagnant.

Sur cette même première page, un article sur Ségolène Royal intitulé "Bourde", mais "Gourde" aurait tout autant convenu si l'on se fie aux propos de Pierre Taribo. "Les adversaires de Ségolène Royal guettaient sa première grosse bourde. Avec la question du nucléaire iranien, elle leur offre un plateau un angle d'attaque inattendu à ce niveau de politique..... on ne peut rester de marbre devant cette erreur monumentale qui rappelle qu'entre parler vrai et le songe creux, la frontière est souvent floue....

Volilà pourquoi il est impossible de glisser sur cette affaire qui voit une prétendante à l'Elysée confondre le nucléaire civil et militaire....". La bourde en question n'apparaît qu'à la 16ème ligne et se résume à 4 mots (confusion entre nucléaire civil et militaire) sur un article comportant 52 lignes de propos disqualifiants la candidate socialiste ("absence de vision du monde et de l'Europe... c'est la différence entre quelqu'un qui maîtrise les grands dossiers internationaux et quelqu'un qui apprend sa leçon, comme on prépare un dossier à Sciences Po...").

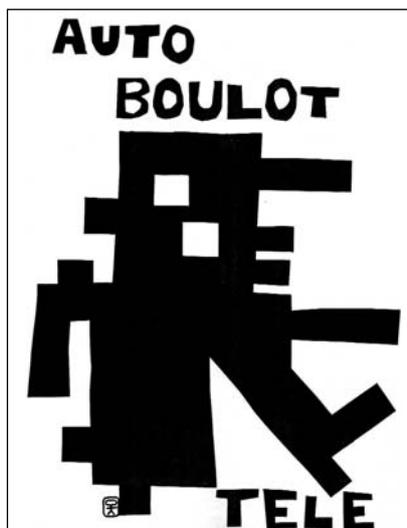
Si la bourde en question n'est que prétexte, la chute de l'article en serait-il la cause ? En effet, Pierre

Aribo affirme en conclusion que Ségolène Royal "a justifié sa candidature par des débats soigneusement contrôlés" insuffisamment fiables pour lutter contre un "féroce et redoutable" adversaire tel que Sarkozy qui risque "de l'applatir comme une mouche".

Electeur, électrice, quel choix feras-tu ? un candidat dont le cerveau est comme de la sauce blanche ou un boucher sanguinolant applatisseur de mouches ?

Le journal Politis, dit journal alternatif, opte pour la voie du milieu. L'article « Venezuela, Chavez éteint la télé » consacré à RCTV, est tout à la charge du président vénézuélien. D'après l'article, « Chavez prive l'opposition de son principal média national et le pays d'un contre-pouvoir ». Citant la prise de position d'Amnesty International « cette mesure intervient en effet après plusieurs menaces et attaques dirigées contre des journalistes, dont deux ont été assassinés au cours de l'année qui vient de s'écouler... », et de l'ONG américaine des droits de l'homme selon laquelle sur les trois chaînes privées seule RCTV est attaquée parce que les deux autres chaînes auraient « fait disparaître de leurs programmes tout contenu critique à l'égard du gouvernement », l'article se termine par un doute sur l'esprit démocrate d'un président qui ne préserve pas des contre-pouvoirs.

Pourtant, d'après les sources d'ACRIMED (voir ci-dessous), les faits sont tout autres, notamment



parce que RCTV continuera à émettre par satellite, et parce qu'elle n'est pas la seule chaîne d'opposition « les médias privés utilisent 78% des fréquences VHF et 82% des fréquences UHF disponibles au Venezuela... et toutes les chaînes privées (radios et télévisions) sont loin d'être favorables à Chávez ».

Quant à la question de la préservation des médias alternatifs, les pouvoirs publics représentés en matière d'audiovisuel par le CSA, viennent de refuser pour la troisième fois une onde hertzienne à la télévision associative pionnière Zalea TV, pour répartir les quatre canaux ouverts au marché à La Gardère,, Marc Tessier

(ex-président de France Télévisions), NRJ, et un regroupement de chaînes associatives. Trop subversive Zalea ?

**Ci-dessous lettre adressée à Madame Robert, journaliste à l'Est Républicain Pontarlier, suite à son article sur l'obm représenté au FSL attac pontarlier, pour un droit de réponse. L'affaire fera l'objet d'une émission sur radio bip, radio associative indépendante.**

Madame,

Merci de publier l'article ci-dessous dans son intégralité afin de rectifier les propos pêchés nous ne savons où, et pourtant censés nous appartenir !

L'est Républicain du 2 octobre 2006, sous la plume de Madame Robert a encore sévi... Dans son article sur le forum social local de Pontarlier, Madame Robert écrit :

Avec l'Observatoire Bisontin des Médias, les débatteurs se sont interrogés sur l'extension des régionaux, et notamment de l'Est Républicain « reconnu comme un des meilleurs régionaux ... ». Madame Robert a oublié de compléter la phrase par

« en bidouillages, fausses informations, et déformations ». L'article le prouve une fois de plus. Un autre exemple intéressant, rapporté d'ailleurs à Madame Robert. Au moment du mouvement contre le CPE, l'Est Républicain, du 31 mars 2006 en rubrique France titre :

« Chômage : très faible baisse en février Les moins de 25 ans restent la catégorie la plus touchée : ils représentent 22,2% des demandeurs d'emploi. »

Le titre indique que 22,2% des chômeurs ont moins de 25 ans (et donc que le CPE est justifié). L'article après une colonne de statistiques rébarbatives par leur manque de clarté, voir leur illogisme, revient à des proportions plus modestes, celles annoncées par les autres quotidiens, soit 22,2% de chômage chez les jeunes âgées de 15 à 24 ans. En sachant qu'un grand nombre de lecteurs est L'Est Républicain se bornent à une lecture du titre...

Sur le phénomène de concentration, tous

les médias sont concernés. Au niveau national télévisions, presse écrite, et radio, sont entre les mains de Bouygues, Dassault, Lagardère, Berstelmann, Vivendi... Au niveau des régionaux, le cas du groupe Est Média est assez représentatif. Le groupe Est Médias, dont L'Est Républicain est majoritaire avec 40% des parts, et en partenariat avec le Crédit Mutuel, s'étend aujourd'hui de l'Alsace à l'Isère, en passant par Lyon (avec des journaux gratuits, télévision, et quotidiens régionaux).

Le phénomène de concentration laisse songeur quant à l'objectivité de l'information lorsque ceux qui détiennent les médias sont des groupes financiers acquis à une idéologie néo-libérale et dont l'intérêt est de faire du lecteur un bon consommateur. Les licenciements qui accompagnent ces restructurations tentaculaires, sont comme le dit Madame Robert, à L'Est Républicain tellement bien dédommagés, que de nombreux journalistes veulent partir...

## Exprimez-vous dans O Pieds du NeZ

Vous pouvez envoyer vos textes, dessins ou photos par mail à l'adresse ci-dessous

La rubrique *C'est arrivé près de chez vous* est appelée à réapparaître si des témoignages d'événements exceptionnels (artistiques, culturels, sociaux, ...) nous arrivent.

**Radio** : AARRG ! anime une émission de radio sur Radio BIP chaque quatrième jeudi du mois à 19h30, retransmise le mardi suivant à 13h. Les précédentes émissions peuvent être écoutées sur le site de aarrg Besançon

Contact : [aarrg-besac@no-log.org](mailto:aarrg-besac@no-log.org) - Informations : [aarrg-besancon.chez-alice.fr](http://aarrg-besancon.chez-alice.fr)

## VOUS VOUS TROUVEZ TROP GROS ? SOYEZ GENEREUX, DONNEZ UN PEU DE VOTRE GRAISSE A UN PAUVRE



***Ainsi, vous faites d'une pierre deux coups. Vous vous occupez de vous, mais vous faites en même temps oeuvre de charité.***

***La distribution de vos dons est assurée par TAX MONLAR\*, pour un commerce équitable.***

***\*Nom déposé, toute utilisation frauduleuse sera sévèrement punie***

